

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5584>

Hervé Morin promet le maintien des crédits militaires, sans plus

- Défense - France -



Date de mise en ligne : mercredi 12 septembre 2007

Spyworld Actu

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, assure que les crédits d'équipements militaires seront maintenus mais avertit les industriels qu'ils ne peuvent espérer mieux tant que la croissance française est aussi faible et les déficits publics aussi vertigineux.

Le nouveau gouvernement a engagé une vaste revue des programmes militaires qui s'accompagne de la rédaction d'un nouveau "livre blanc" sur la défense, afin de préparer la future loi de programmation militaire. Elle doit fixer les nouvelles orientations stratégiques de la France et les priorités en matière d'équipements, ce qui suppose des arbitrages entre différents programmes d'armement.

Réunis à Toulouse pour la 5e "Université d'été de la Défense", industriels et parlementaires spécialisés dans les questions militaires avaient de leur côté plaidé pendant deux jours pour une augmentation des moyens, notamment ceux consacrés à l'espace militaire, domaine où l'écart se creuse avec les Etats-Unis et où de nouvelles puissances comme la Chine ou l'Inde investissent massivement.

"Je conteste l'idée que la défense va se serrer la ceinture. Il n'y a aucune réduction des crédits militaires, nous continuerons à consacrer 16 milliards d'euros par an à l'équipement de nos forces armées", a déclaré le ministre en concluant cette université, organisée conjointement par les commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat.

"Mais, avec une croissance de 1,5% à 2% par an comme c'est le cas depuis plusieurs années, qui peut croire un seul instant que nous pouvons consacrer six milliards d'euros de plus par an dans le cadre de la loi de programmation suivante ?", a-t-il ajouté.

"Je préfère une armée qui a rationalisé ses éléments de soutien, ses implantations mais qui en même temps est mieux payée, plus opérationnelle et mieux équipée", a-t-il souligné.

Alors que le ministère de la défense doit supprimer 6.000 postes au cours des prochaines années, Hervé Morin s'est interrogé sur l'utilité de maintenir autant de bases aériennes dans l'Hexagone.

Il s'est également interrogé sur la "justification de la course perpétuelle à la technologie maximum", en prenant l'exemple de l'avion de combat Rafale de Dassault Aviation, jugé trop coûteux.

"Pourquoi propose-t-on toujours aux politiques de choisir le programme qui est au sommet de la technologie ? On le voit bien avec le Rafale, un avion très sophistiqué et difficile à vendre (à l'exportation)", a-t-il déclaré, devant le président du groupe aéronautique, Charles Edelstenne, présent dans la salle.

"Je souhaite qu'on propose aux politiques la possibilité de choisir un équipement un peu moins sophistiqué, mais parfaitement opérationnel compte tenu de l'intensité de la plupart des crises", a-t-il ajouté, soulignant qu'il s'agissait d'en tirer les enseignements pour de futurs programmes.

En matière de spatial militaire, Hervé Morin a dessiné quelques priorités - le successeur du satellite d'observation militaire Hélios, les systèmes d'écoutes électromagnétiques - qui rejoignent celles des industriels.

François Auque, P-DG des activités spatiales du groupe européen EADS, a réaffirmé de son côté que des investissements importants étaient nécessaires, ne serait-ce que pour maintenir en l'état les capacités spatiales

européennes.

Dans l'espace, "aucune décision n'a été prise pendant les trois dernières années. Tout a été laissé en plan. Donc maintenant il faut vraiment prendre des décisions et entre l'audace et le déclin il faut choisir. Et choisir, ça signifie des décisions budgétaires", a-t-il déclaré à Reuters.

"La priorité des priorités en matière d'espace militaire c'est de maintenir en état opérationnel l'outil existant. En la matière, les décisions qui sont les plus urgentes (...) c'est de décider de ce qui va succéder à Hélios en matière d'observation, au dispositif d'écoute électromagnétique que nous avons actuellement", a fait valoir François Auque.

Rejoignant en cela le constat affiché par plusieurs militaires, François Auque a souligné que l'Europe devait également s'intéresser aux systèmes dits "d'alerte avancée", qui permettraient de détecter d'éventuels tirs de missiles ennemis pour les neutraliser avant qu'ils atteignent leurs cibles.

Post-scriptum :

<http://today.reuters.fr/news/newsAr...>